



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale du Haut-Rhin

MULHOUSE, le 11 janvier 2023

Nos réf. : 0006702557_2023_12_22_BBC-CELLPACK_IED_RAPPI

Affaire suivie par : Barthélémy MUSACCO
barthelemy.musacco@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 88 13 08 94

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

au Préfet du Haut-Rhin

Objet : Société BBC CELLPACK PACKAGING ILLFURTH SAS à ILLFURTH

Dossier de réexamen des conditions d'exploitation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries de traitement de surface au moyen de solvants organiques (STS)

P. J. : Projet de lettre préfectorale demandant de transmettre les éléments manquants du rapport de base

La société BBC Cellpack Packaging Illfurth SAS a déposé en préfecture le 09 Décembre 2021 un dossier de réexamen pour ses installations d'imprimerie au sein de son établissement d'ILLFURTH, suite à la publication le 9 décembre 2020 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries de traitement de surface au moyen de solvants organiques.

Ces MTD ont été retraduites dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions entreront en vigueur le 9 décembre 2024 pour les installations existantes.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier de réexamen, complétée par une visite d'inspection ayant permis un échange avec l'exploitant sur certains points du dossier, permet de prendre acte des déclarations de l'exploitant, selon lesquelles les installations de l'établissement sont conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) prévues par le document « conclusions sur les MTD » publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 9 décembre 2020, applicables aux installations.

Rédigé par le Technicien Supérieur Principal du Développement Durable : Barthélémy MUSACCO

Vérifié par la coordinatrice MRTD : Ophélie JAMAIN

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin, par le responsable du pôle Risques chroniques : Mohamed KHEDJOUT

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société BBC Cellpack exploite au sein de son site d'ILLFURTH, une installation de transformation d'emballages souples pour l'industrie agroalimentaire et les principales transformations réalisées sont l'impression par héliogravure, l'enduction de cire, le complexage à la cire ou à la colle, le bobinage et le façonnage de sachets.

La capacité de production maximale du site est de 540 000 m² imprimés.

Les activités de l'établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 Décembre 1999, complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-170-20 du 18 Juin 2004
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-218-4 du 05 Août 2009
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015012-0012 du 12 Janvier 2015

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de(s) la rubrique(s) suivante(s) :

3670.2 : « Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an »

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de la directive IED, sont donc applicables.

De plus, compte tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE et des évolutions du site, outre les rubriques figurant dans l'arrêté du 12 Janvier 2015 précité et non reprises ci-après, les installations classées relèvent également des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Régime	Volume d'activité
1978.3a	Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), utilisant des solvants organiques : Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an	D	Exploitation de machines d'impression flexographie et d'héliogravure, consommation de solvants : 2086 t/an

D : déclaration

Cette évolution nécessite la mise à jour de l'arrêté préfectoral pour acter cette nouvelle situation administrative.

Cette évolution est prise en compte dans le cadre de l'instruction d'un Porter à Connaissance transmis par l'exploitant en date du 07 Septembre 2021 qui porte sur la mise à jour de la situation administrative du site d'Illfurth et où il est demandé à l'exploitant de se positionner concernant la rubrique 1978.

Un Arrêté Préfectoral Complémentaire sera rédigé à la suite de l'instruction du Porter à Connaissance pour prescrire la nouvelle situation administrative du site et prendra en compte la rubrique 1978.

2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED », n° 2010/75/EU) dite « directive IED » définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2.1 Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles pour les industries de traitement de surface utilisant des solvants organiques (BREF STS).

Ces conclusions sur les MTD sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 9 décembre 2021 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier et par courriel le 08 décembre 2021.

2.2 Révision des prescriptions et délais d'application

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3670, cette exigence s'applique donc pour le 9 décembre 2024.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée :

- 3670,
- 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670)

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative,

les prescriptions de cet arrêté ministériel sont de fait applicables. Des prescriptions complémentaires peuvent toutefois demeurer requises pour clarifier certaines dispositions de l'autorisation d'exploiter initiale.

3. Contenu du dossier de réexamen

3.1 Périmètre IED

Le « périmètre IED » correspond au périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive. Au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement, ce périmètre est constitué des installations relevant directement de la rubrique 3670 ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

De manière plus concrète, le périmètre englobe donc :

- les stockages de matières premières (solvants et produits contenant des solvants)
- l'installation de préparation des encres
- les lignes d'application (peinture, impression, ...)
- le dispositif de traitement des émissions de COV (oxydateur thermique, ...)

Par défaut, l'exploitant a retenu l'ensemble de son site (installations couvertes par l'arrêté préfectoral) comme périmètre IED, tel que préconisé dans le guide ministériel sur le réexamen.

Seul l'atelier « poches », contigu au stockage de produits finis et régi par la réglementation ICPE (rubrique 2661 - Transformation de polymères) a été exclu du périmètre IED par l'exploitant.

3.2 Documents de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables

Au vu des rubriques IED applicables à l'établissement, celui-ci est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivantes :

- BREF STS pour l'activité de traitement de surface à l'aide de solvants organiques
- BREF transverse EFS/ESB pour les émissions dues au stockage des matières dangereuses en vrac

Concernant les autres BREF transverses, ils n'ont pas été étudiés par l'exploitant. Voici les justifications données par l'exploitant :

- BREF transverse ENE relatif à l'efficacité énergétique : pour l'exploitant, ce BREF est pris en compte dans le BREF STS, ce BREF n'a pas été étudié
- BREF transverse ICS relatif aux systèmes de refroidissement industriels : pour l'exploitant, les groupes froids et fluides frigorigènes dont est équipé le site sont déjà intégrés dans le BREF STS (MTD n°9)

S'agissant du BREF STS, du fait des activités de l'exploitant, les MTD à prendre en compte sont les MTD génériques concernant le traitement de surface au moyen de solvants organiques (MTD 1 à 23), ainsi que les MTD spécifiques pour le secteur de la flexographie et l'impression en héliogravure non destinée à l'édition.

3.3 Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport aux MTD décrites dans les conclusions sur les MTD pour le BREF STS et le BREF transverse EFS/ESB.

Plus précisément, pour le BREF principal STS, les MTD qui ont été prises en compte par l'exploitant sont :

- les MTD 1 à 23, dites « génériques », reprises dans le chapitre 1.1 des conclusions MTD, qui comprend notamment :
 - 1.1.1. Système de management environnemental
 - 1.1.2. Performance environnementale globale
 - 1.1.3. Choix des matières premières
 - 1.1.4. Stockage et manutention des matières premières
 - 1.1.5. Distribution des matières premières
 - 1.1.6. Application de revêtements
 - 1.1.7. Séchage/durcissement
 - 1.1.8. Nettoyage
 - 1.1.9. Surveillance
 - 1.1.10 Émissions lors d'OTNOC
 - 1.1.11. Émissions dans les gaz résiduels
 - 1.1.12. Efficacité énergétique
 - 1.1.13. Consommation d'eau et production d'eaux usées
 - 1.1.14. Rejets dans l'eau
 - 1.1.15. Gestion des déchets
 - 1.1.16. Odeurs
- les MTD spécifiques, relatives aux installations de flexographie et d'impression en héliogravure non destinée à l'édition, définies dans la section [1.12] des conclusions MTD.

Positionnement de l'exploitant

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation à une NEA-MTD (au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement) et n'a pas sollicité l'application d'une MTD alternative.

3.4 Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70

Le dossier remis par l'exploitant comporte un paragraphe sur cet avis (paragraphe 3 du dossier de réexamen).

L'inspection n'a pas identifié d'éléments nécessitant un réexamen au titre de ces 3 critères (pollution telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission, sécurité de l'exploitation nécessitant le recours à d'autres techniques, nécessité de respecter une norme de qualité environnementale nouvelle ou révisée).

4. Analyse et avis de l'inspection des installations classées

4.1 Périmètre IED

S'agissant de la définition du périmètre IED, l'inspection des installations classées partage le positionnement de l'exploitant qui y a inclus toutes les installations du site, hormis les installations suivantes :

- les locaux administratifs
- le local sprinklage comprenant une petite cuve aérienne de fioul
- le restaurant d'entreprise
- le laboratoire qualité et recherche
- l'atelier de poches contigu au stockage de produits finis

4.2 Mise en œuvre des MTD et respect des niveaux d'émission associés

S'agissant du respect des niveaux d'émissions associés aux MTD et plus généralement sur la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, la lecture du dossier a appelé quelques observations de l'inspection, qui ont ensuite été discutées lors d'une visite sur site le 09 novembre 2023 :

➤ **MTD 1 : Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnementale (SME) présentant les caractéristiques suivantes.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique qu'il se positionne sur la mise en place d'un SME équivalent à la norme ISO 14001 sans aller à la certification avec un manuel documentaire et la réalisation d'audits externes à l'horizon fin 2023.

Au cours de la visite d'inspection du 09 novembre 2023, il a été constaté que le système de management environnementale (SME) est en cours de création dans l'entreprise.

L'entreprise faisant partie d'un groupe allemand, le système de qualité allemand a été présenté, avec un suivi des non-conformités internes et clients, étendus aux sujets environnementaux.

Le suivi réglementaire est effectué sur site en ce qui concerne le droit français (abonnements Actu-Environnement et Legifrance), tandis que le suivi de la réglementation européenne (REACH par exemple) est assuré au niveau du groupe.

Des audits internes et externes sont effectués et quelques indicateurs environnementaux sont mis en place.

Ce Système de Management Environnemental est imposé à l'échéance du 09 décembre 2024.

L'exploitant est invité à formaliser davantage les actions mises en place et à les inscrire dans son SME et à le perfectionner.

➤ **MTD 3 : Afin d'éviter ou de réduire l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières, la MTD consiste à appliquer les deux techniques énumérées ci-dessous.**

Sur la technique a « utilisation de matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement », l'exploitant indique dans son dossier de réexamen qu'il a entrepris des recherches afin de substituer ces colles de contrecollage à risque CMR.

Après visite des installations et échange avec l'exploitant, il apparaît que l'exploitant entreprend une recherche de substitution de ces colles à risque CMR : des échanges de mails avec des fournisseurs de colles ont été présentés mais des difficultés techniques ne permettent pas encore une substitution.

➤ **MTD 8 : Afin de réduire la consommation énergétique et l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage/durcissement, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a déclaré mettre en œuvre la technique f) : « Technique utilisée sur site : soufflage d'air chaud, chauffé par thermofluide après chaque cylindre (recyclage de l'air) ».

La visite d'inspection a permis de constater le fonctionnement de ce système de soufflage d'air chaud ainsi la mise en place de la MTD 8.

➤ **MTD 9 : Afin de réduire les émissions de COV résultant des procédés de nettoyage, la MTD consiste à réduire au minimum l'utilisation d'agents de nettoyage à base solvantée et à appliquer une combinaison des techniques énumérées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a déclaré mettre en œuvre la technique e) : « Des détergents à base aqueuse ou des solvants miscibles à l'eau tels que des alcools ou des glycols sont utilisés pour le nettoyage ».

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le nettoyage des cylindres s'effectue par voie aqueuse.

La machine "Flexo wash" fonctionne en circuit fermé, le GRV de produit aqueux est périodiquement éliminé en tant que déchet.

➤ **MTD 10 : la MTD consiste à surveiller les émissions totales et les émissions diffuses de COV en établissant, au moins une fois par an, un bilan massique des solvants entrés dans l'unité et sortis de celles-ci, comme défini à l'Annexe VII, partie 7, point 2) de la directive 2010/75/UE, ainsi qu'à réduire le plus possible l'incertitude des données relatives au bilan massique des solvants en appliquant toutes les techniques énumérées ci-dessous.**

L'exploitant tient à jour et transmet annuellement (via la déclaration annuelle des émissions polluantes sur l'outil GEREPE) son Plan de Gestion des Solvants.

Ce document appelle cependant plusieurs observations de l'inspection :

- les méthodes utilisées par l'exploitant (mesure, estimation, calcul) méritent d'être précisées, en particulier s'agissant des quantités correspondant aux codes I2 (solvants réutilisés), O1 (rejets canalisés dans l'atmosphère) et O4 (émissions diffuses). Cette précision a aussi pour objectif de répondre aux attendus de l'arrêté ministériel en terme de réduction des incertitudes
- les émissions diffuses 'O4' ont été déclarées à 0 kg en 2022, or cela n'est pas cohérent avec le calcul des émissions diffuses à partir de l'équation définie par le guide d'élaboration d'un PGS.
- le calcul de I2 ne doit pas inclure les quantités de solvants recyclés en interne pour le nettoyage du matériel.

L'exploitant devra revoir son Plan de Gestion des Solvants.

➤ **MTD 11 : la MTD consiste à surveiller les émissions dans les gaz résiduels au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant réalise la surveillance des paramètres COVT, NOx et CO selon les consignes prévues par l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté des manquements dans la programmation des mesures : absence de rapports pour les années 2019, 2020, 2021 et les mesures pour l'année 2023 n'avaient pas été réalisées lors de la visite d'inspection du 09 novembre 2023.

L'exploitant devra reprendre la fréquence de programmation des mesures conformément aux prescriptions de la MTD 11.

➤ **MTD 13 : Afin de réduire la fréquence d'OTNOC et de réduire les émissions lors d'OTNOC, la MTD consiste à appliquer les deux techniques énumérées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant mentionne l'existence d'une gestion de maintenance préventive avec suivi des relevés informatiques, ainsi que des systèmes d'alarme en cas d'anomalie de fonctionnement.

Lors de la visite, le système de gestion des filtres à charbons a pu être expliqué, au travers de l'écran de contrôle sur lequel sont reportés différents indicateurs de suivi dont la saturation de ces filtres et leur état (en adsorption ou en désorption) ; le franchissement d'une valeur limite à 50 mg/m3 déclenche automatiquement le mode désorption.

L'exploitant déclare que les filtres à charbons ont déjà été changés en 2014 et 2021.

A ce jour, le dispositif n'a pas présenté de mode défaillant.

➤ **MTD 14 : Afin de réduire les émissions de COV dans les zones de production et de stockage, la MTD consiste à appliquer la technique a) et une combinaison appropriée des autres techniques énumérées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant déclare mettre en œuvre l'ensemble des techniques proposées hormis la e) « Réduction au minimum des émissions diffuses et des déperditions de chaleur au niveau des étuves /sécheurs, soit par fermeture hermétique de l'entrée et de la sortie des étuves de durcissement/sécheurs, soit par application d'une pression sub-atmosphérique lors du séchage ».

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que ces techniques sont mises en œuvre.

➤ **MTD 15 : Afin de réduire les émissions de COV dans les gaz résiduels et d'utiliser plus efficacement les ressources, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant déclare mettre en œuvre la technique b) « Adsorption au moyen de charbon actif ou de zéolithe » et la technique d) « Transfert des effluents gazeux vers une installation de combustion ».

L'exploitant capte les émissions issues des 3 lignes d'impression en héliogravure, qui sont ensuite envoyées vers une unité de traitement des COV par charbons actifs.

Ces charbons adsorbent puis désorbent les solvants par des cycles réguliers ; lors de la désorption par distillation, l'acétate d'éthyle (principal solvant utilisé) est récupéré pour être réutilisé, tandis que les autres COV sont transférés vers une installation de combustion brûlant un mélange gaz-solvants (composé de gaz à plus de 90%).

La MTD est donc mise en œuvre.

➤ **MTD 19 : Afin d'utiliser efficacement l'énergie, la MTD consiste à appliquer les techniques a) et b) et une combinaison appropriée des techniques c) à h) indiquées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique qu'il se positionne sur la mise en place d'un bilan énergétique répondant à la technique b) à l'horizon fin 2023.

Au cours de la visite d'inspection du 09 novembre 2023, l'exploitant a présenté les différents indicateurs mis en place et suivis en particulier par le responsable des énergies, et les différentes actions menées sur site pour réduire ces consommations :

- suivi des consommations de gaz et d'électricité
 - mise en place d'un indicateur 'acétate d'éthyle produit / énergie consommée'
 - réalisation d'audits internes et externes : présentation d'un rapport d'audit de 2014 par le groupe Utilities Performance, et d'un audit énergétique de 2022 par l'organisme CORETEC
 - liste des actions engagées entre 2014 et 2023 en faveur des économies d'énergie : plusieurs actions correspondent à celles proposées dans le rapport d'audit évoqué ci-avant : matelas isolants, régulation de la chaudière, variateurs de vitesse, arrêt d'installations peu utilisées, etc.
- D'autres investissements sont projetés mais pas encore budgétairement validés.

Les éléments présentés lors de la visite d'inspection montrent que l'exploitant s'approprie le sujet, et met en œuvre des actions pour réduire ses consommations énergétiques.

Tous ces éléments méritent d'être davantage formalisés au niveau de l'encadrement HSE, avec fixation d'indicateurs plus précis

Concernant les NPEA-MTD associée à la MTD 19, l'exploitant respecte le niveau imposé selon les chiffres transmis :

- 2018 : 146
- 2019 : 233

- 2020 : 242
- 2021 : 295
- 2022 : 235

➤ **MTD 20 : Afin de réduire la consommation d'eau et la production d'eaux usées par les procédés aqueux (par exemple, dégraissage, nettoyage, traitement de surface, épuration par voie humide), la MTD consiste à appliquer la technique a) et une combinaison appropriée des autres techniques énumérées ci-dessous.**

Le dossier de réexamen reprend une par une les techniques énumérées dans la MTD 20 en indiquant à chaque fois que la technique n'est pas mise en œuvre sur le site étant donné l'absence de consommation d'eau sur le traitement de surface.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la seule consommation d'eau à des fins de procédé est liée à l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante pour du refroidissement, en circuit fermé avec quelques appoints.

Le plan de gestion de l'eau demeure à formaliser pour ces effluents.

L'exploitant dispose d'un délai jusqu'à l'échéance du 09 décembre 2024 pour mettre en œuvre ce plan de gestion de l'eau, intégré à son système de management environnemental.

➤ **MTD 19 : Afin de réduire la quantité de déchets à éliminer, la MTD consiste à appliquer les techniques a) et b) et une des techniques c) ou d), ou les deux, indiquées ci-dessous.**

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique qu'il se positionne sur la mise en place d'un plan de gestion des déchets répondant à la technique a) à l'horizon fin 2023.

Lors de la visite d'inspection, seul le registre traçant la valorisation ou l'élimination des déchets a été présenté par l'exploitant pour les années 2022-2023.

Une technique de régénération des solvants existe bien à ce jour, en revanche l'exploitant ne s'est pas positionné sur les autres techniques évoquées pour la réduction des déchets

Il n'existe pas à ce jour de plan de gestion des déchets tel qu'attendu dans la description de la MTD 22.

L'exploitant dispose d'un délai jusqu'à l'échéance du 09 décembre 2024 pour mettre en œuvre ce plan de gestion des déchets, intégré à son système de management environnemental.

➤ **Niveaux d'émission associés pour le secteur d'activité de la flexographie et de l'impression en héliogravure non destinée à l'émission**

Les NEA-MTD associés pour ce secteur d'activité sont basées sur un ratio :

« émissions totales < 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés »

En alternative, l'exploitant peut solliciter le recours à une NEA-MTD fixée pour les émissions canalisées (20 mg/Nm³) ET pour les émissions diffuses (émissions diffuses < 12 % de la quantité de solvants utilisés)

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'est clairement positionné sur ces valeurs en choisissant l'alternative des tableaux 29 et 30 avec une sollicitation d'une NEA-MTD de 50 mg/Nm³ (utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant récupéré).

Ce positionnement de l'exploitant n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Lors de la visite d'inspection du 09 novembre 2023, sur la base des seules mesures de la campagne de 2022, les émissions canalisées respectent la valeur limite d'émission : en moyenne en sortie des 4 unités de filtration, 6 mg/m³ environ pour une valeur limite fixée à 50 mg/m³, et < 10 mg/m³ en sortie de l'installation de combustion.

L'analyse des rejets en sortie d'installation de combustion interpelle toutefois l'inspection dans la mesure où la teneur en COVNM mesurée est inférieure à la teneur en COV totaux.

S'agissant des émissions diffuses, l'exploitant considère qu'il est conforme dans son dossier de réexamen (11,7 % pour une limite à 12%), sur la base d'un seul calcul pour l'année 2020.

Outre le doute sur la représentativité de l'année sélectionnée (2020 = année COVID), l'inspection remet en question les calculs effectués au travers du Plan de Gestion des Solvants puisque certains flux de COV régénérés sont comptabilisés à plusieurs reprises et induisent une baisse de ce pourcentage d'émissions diffuses.

Selon les calculs de l'inspection, sur la base des chiffres communiqués par l'exploitant dans ses déclarations GERE, le ratio des émissions diffuses serait plutôt de : 13% en 2019, 22% en 2020, 31% en 2021 et 17% en 2022.

Pour mémoire, ce ratio n'est applicable qu'à l'échéance du 9 décembre 2024 ; l'exploitant est invité à œuvrer rapidement pour le respect de ce ratio.

L'examen de l'ensemble des MTD est repris en annexe.

4.3 Conclusion sur le dossier de réexamen

L'inspection des installations classées conclut sur la mise en œuvre déjà effective de la plupart des MTD, les quelques MTD n'étant pas encore mises en œuvre devant l'être au plus tard le 9 décembre 2024.

Pour rappel, l'exploitant n'a pas sollicité de dérogation aux NEA-MTD et s'est engagé à respecter ces niveaux d'émission à cette même échéance.

5. Rapport de base

Le rapport de base est un document ayant vocation à constituer un 'point zéro' de l'état des sols et des eaux souterraines, servant ensuite d'objectif de dépollution lors d'une cessation d'activité.

Ce rapport de base est prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement, et doit être remis au plus tard à l'occasion du premier réexamen (article R.515-59.I.3°).

Lors de la transmission du dossier de réexamen, l'exploitant a remis un rapport de base incomplet selon les dispositions réglementaires précitées.

Un projet de lettre de suite préfectoral demandant à l'exploitant de fournir les éléments manquants du rapport de base sous 1 mois est également joint au présent rapport.

ANNEXE
Examen des MTD
MTD génériques

Les MTD génériques suivantes sont applicables à l'installation :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG du 03/02/2022	MTD applicables
1	Système de Management Environnemental	Annexe § 2.1	X
2	Performance environnementale globale	Annexe § 2.2	X
3	Choix des matières premières - Techniques pour éviter ou réduire l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières	Annexe § 2.3	X
4	Choix des matières premières - Techniques pour réduire la consommation de solvants, les émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières	Annexe § 2.3	X Techniques a), d) et e) mises en œuvre
5	Stockage et manutention des matières premières-Techniques pour éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants et/ou de matières dangereuses	Annexe § 2.4	X
6	Distribution des matières premières – Techniques pour réduire la consommation de matières premières et les émissions de COV	Annexe § 2.5	X Techniques a), b) et c) mises en œuvre
7	Application de revêtements – Techniques pour réduire la consommation de matières premières et l'incidence globale sur l'environnement des procédés d'application de revêtements	Annexe § 2.6	X Technique b) et c) mise en œuvre
8	Séchage/durcissement - Techniques pour réduire la consommation énergétique et l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage/durcissement	Annexe § 2.7	X Technique f) mise en œuvre
9	Nettoyage – Techniques pour réduire les émissions de COV résultant des procédés de nettoyage	Annexe § 2.8	X Techniques b), d), e), f) et g) mises en œuvre
10	Surveillance – Bilan massique des solvants	Annexe § 2.9.1	X
11	Surveillance - Émissions dans les gaz résiduels	Annexe § 2.9.2	X
12	Surveillance - Rejets dans l'eau	Annexe § 2.9.3	Non applicable (absence de rejet aqueux)
13	Émissions lors d'OTNOC – Techniques pour réduire la fréquence d'OTNOC et réduire les émissions lors d'OTNOC	Annexe § 2.9.4	X
14	Émissions dans les gaz résiduels de COV – Techniques pour réduire les émissions de COV dans les zones de production et de stockage	Annexe § 2.9.5.1.1	X Techniques a), b), c), d), f), g) et h) mises en œuvre
15	Émissions dans les gaz résiduels de COV – Techniques	Annexe §	X

	pour réduire les émissions de COV dans les gaz résiduaire et utiliser plus efficacement les ressources	2.9.5.1.2	Techniques b), et d) mises en œuvre
16	Émissions dans les gaz résiduaire de COV – Techniques pour réduire la consommation énergétique du système de réduction des COV	Annexe § 2.9.5.1.3	X Techniques a) et c) mises en œuvre
17	Émissions dans les gaz résiduaire de NOx et de CO – Techniques pour réduire les émissions de NOx dans les gaz résiduaire tout en limitant les émissions de CO dues au traitement thermique des solvants contenus dans les effluents gazeux NEA-MTD pour les émissions de NOx et Niveau d'émission indicatif pour le CO	/ Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	X
18	Émissions dans les gaz résiduaire de poussières – Techniques pour réduire les émissions de poussières dans les gaz résiduaire des procédés de préparation de la surface, de découpe, d'application de revêtement et de finition dans les secteurs et pour les procédés énumérés NEA-MTD pour les poussières	/ Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	Non applicable (secteur non concerné par les émissions des poussières)
19	Efficacité énergétique – Techniques pour utiliser efficacement l'énergie NPEA-MTD pour la consommation spécifique d'énergie	Annexe § 2.9.6 Les NPEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	X Techniques c), e) et f) mises en œuvre, a) et b) à mettre en œuvre
20	Consommation d'eau et production d'eaux usées – Techniques pour réduire la consommation d'eau et la production d'eaux usées par les procédés aqueux (par exemple, dégraissage, nettoyage, traitement de surface, épuration par voie humide) NPEA-MTD pour la consommation spécifique d'eau	Annexe § 2.9.7 Les NPEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	X Technique a) mise en œuvre
21	Rejets dans l'eau – Techniques pour réduire les rejets dans l'eau et/ou de faciliter la réutilisation et le recyclage de l'eau résultant des procédés aqueux (dégraissage, nettoyage, traitement de surface, épuration par voie humide, etc.) NEA-MTD pour les rejets directs dans une masse d'eau réceptrice NEA-MTD pour les rejets indirects dans une masse d'eau réceptrice	Annexe § 2.9.8 Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	Non applicable (absence de rejet aqueux)
22	Gestion des déchets - Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer	Annexe § 2.9.9	X Techniques b), c), et d) mises en œuvre, a) à mettre en œuvre
23	Odeurs – Plan de gestion des odeurs	Annexe § 2.9.10	Sans objet (pas de contexte « odeur », absence de plaintes)

Certains positionnements fournis par l'exploitant dans son dossier n'étant pas clairs, ces points ont été discutés lors d'une visite d'inspection le 09 novembre 2023 (cf. § 4.2). Les éléments complémentaires fournis ont permis de compléter le tableau ci-dessus.